**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 21 février 2011

CP 11/02-27

L'an deux mil onze, le 21 février à 17 h 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Étaient présents : MM. Empociello, Cambon, Massip, Moignard, Viguié, Mouchard, Roset, Astruc, Astoul et Bénech ;

Étaient excusés : MM. Gonzalez et Roger.

**CENTRALE NUCLÉAIRE DE GOLFECH
PROTOCOLE POUR LA RÉALISATION DE PRÉLÈVEMENTS ET
DE MESURES DANS LES EAUX SOUTERRAINES SOUS LE SITE**

I - LE CONTEXTE

A la suite de l'incident survenu en Juillet 2008 à l'usine SOCATRI de Bollène (fuite d'effluents radioactifs dans des affluents du Rhône), la Commission locale d'information (CLI) auprès du CNPE de Golfech a été amenée à réfléchir, à la demande des Fédérations départementales de pêche et de pisciculture, à l'intérêt de réaliser un contrôle indépendant de la nappe phréatique sous le site de la centrale nucléaire de Golfech.

Le Conseil Général assurant, depuis la mise en service de la centrale nucléaire en 1990, une surveillance radiologique indépendante de l'environnement avec l'appui technique de son Laboratoire vétérinaire départemental, il est apparu tout naturel d'envisager une extension de cette surveillance au suivi de la nappe phréatique sous le site, dans la mesure où la surveillance actuelle s'effectue en partenariat avec la CLI en ce qui concerne l'évolution du protocole des prélèvements et analyses, et la diffusion des résultats.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et la sécurité en matière nucléaire, au terme de laquelle les Commissions locales d'information auprès des installations nucléaires de base sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de communication, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement ; elles peuvent à ce titre faire réaliser des expertises et procéder à toute mesure ou analyse dans l'environnement.

En liaison avec le Conseil Général, la CLI a donc engagé, voici près de deux ans, des discussions avec le CNPE de Golfech en vue de l'obtention de l'autorisation d'accès au site qui a fait l'objet d'un accord de principe de la Direction nationale de la production nucléaire d'EDF le 25 mai 2009, accord à l'issue duquel les travaux d'élaboration du protocole tripartite ont donné lieu à plusieurs réunions de travail et allers-retours entre la CLI, le Conseil Général, le CNPE de Golfech et l'échelon national d'EDF.

Cette volonté d'étendre la surveillance de l'environnement aux eaux souterraines se situe aussi dans un contexte d'actualité nationale qui conforte la CLI de Golfech et le Conseil Général dans leur démarche :

- le plan d'EDF visant à renforcer depuis 2010 cette surveillance avec la mise en service de nouveaux piézomètres sur chaque centrale du parc nucléaire et l'abaissement des limites de détection qui permettent de détecter de faibles valeurs d'activités depuis septembre 2009 ;
- le débordement accidentel d'un puisard survenu au CNPE de Golfech, en Janvier 2010, qui a entraîné une contamination en tritium des eaux souterraines superficielles, constatée au niveau de deux piézomètres ;
- un déversement accidentel d'effluents radioactifs faisant suite à une opération de maintenance sur une vanne, survenu à la centrale nucléaire de Civaux en Août 2010, ayant entraîné là aussi une contamination de la nappe phréatique et qui a donné lieu à une série d'interrogations de la CLI de Civaux ;
- une expertise environnementale sur l'état des eaux souterraines engagée début 2011 par la CLI auprès du centre de stockage de déchets radioactifs de l'ANDRA dans la Manche ;

II- LE PROTOCOLE TRIPARTITE DE SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES SOUS LE SITE DE GOLFECH

Le protocole tripartite de surveillance indépendante de la nappe phréatique, qui a fait l'objet d'un accord entre les parties concernées début janvier 2011, vous est soumis pour approbation. L'économie générale de ce document contractuel, qui fera référence au niveau national puisqu'il est le premier du genre, est la suivante :

- une convention « ouverte », basée sur l'intervention d'un prestataire de la CLI extérieur au site : notre Laboratoire vétérinaire départemental, choisi en raison des compétences et de l'expérience de son service de radiobiologie dans ce domaine ;
- une convention fondée sur la volonté d'indépendance et d'impartialité affichée par la CLI de Golfech et le Conseil Général. Les analyses seront ainsi réalisées par notre Laboratoire Vétérinaire Départemental, laboratoire d'essais répondant aux exigences de la norme NF EN ISO/CEI 17025, accrédité COFRAC ESSAIS n° 1-0822, portée disponible sur www.cofrac.fr. Seules les analyses contenues dans cette portée seront couvertes par l'accréditation ;
- une convention évolutive dans le temps qui se caractérise par sa souplesse, dans la mesure où elle ne fixe pas de critères analytiques stricts, qui pourront donc être adaptés en fonction des résultats d'analyses ;
- une convention basée sur une volonté de transparence et d'information qui prévoit la possibilité de réaliser ponctuellement l'analyse d'échantillons de contre-expertise à l'initiative de la CLI, dans l'hypothèse où les résultats d'analyses du Laboratoire vétérinaire départemental et du CNPE de Golfech seraient notablement différents.

La mise en oeuvre de ce protocole approuvé par l'Assemblée générale de la CLI le 21 janvier 2011, sera effective dès sa signature, dans les conditions suivantes :

- établissement d'un « point zéro » de la nappe phréatique à partir des piézomètres du site qui seront définis entre la CLI et le Conseil Général ;
- fréquence des prélèvements et choix judicieux des points de surveillance : prélèvements d'échantillons tous les deux mois (6 campagnes/an) à partir des piézomètres choisis d'un commun accord entre la CLI et le Conseil Général ;
- possibilité de prélèvements ponctuels supplémentaires liés à un événement survenu sur le site susceptible d'avoir un impact sur la nappe phréatique ;
- recherche de paramètres, notamment radioactifs, qui seraient significatifs d'une éventuelle contamination des eaux souterraines ;
- communication sur les résultats de cette surveillance par les moyens habituels.

Les dépenses afférentes à ce suivi annuel (estimé à environ 15 000 € HT en année pleine) seront financées sur le budget de la CLI, lui-même alimenté par les subventions de fonctionnement allouées par l'Autorité de Sûreté Nucléaire, les Conseils Généraux de Tarn-et-Garonne et de Lot-et-Garonne et la Communauté de communes des Deux Rives.

Je vous serais obligé de bien vouloir délibérer :

- en approuvant le protocole tripartite présenté ;
- et en m'autorisant à le signer au nom et pour le compte du Département.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve le protocole tripartite CLI de Golfech/Conseil Général/CNPE de Golfech pour la réalisation de prélèvements et de mesures dans les eaux souterraines sous le site ;
- Autorise Monsieur le Président à signer ce protocole au nom et pour le compte du Département.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,